

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de LECLERCQ Sabine

Dossiers n° N° RG 20/00864 et 20/00865

N° Portalis DBYB-W-B7E-MW4Q

Minute n° : 20/00161

**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 04 Août 2020 à 10h11

Nous, Sabine LECLERCQ, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français sans délai avec une interdiction de retour d'une durée d'un mois émis par le préfet de l'Hérault le 2 août 2020 à l'encontre de **Ahmed** [redacted]

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 02 Août 2020 à l'encontre de :

né le 1 [redacted]

de nationalité Marocaine

notifiée à l'intéressé le 02 Août 2020 à 15h10 ;

Vu la requête de M. [redacted] en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 3 août 2020 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 3 août 2020 à 17h17 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** en date du 03 Août 2020 reçue et enregistrée le 03 Août 2020 à 17h25 tendant à la prolongation de la rétention de M. [redacted] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur HANQUEZ, dûment habilité ;

M. [] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Maître Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative en maintenant la requête du retenu oralement à l'audience ;

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés, sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :

- sur le premier moyen : on a un contrôle régulier qui permet de contrôler les personnes de manière aléatoire en gare.

- sur le second moyen : il y a une consultation d'empreintes mais une consultation. Elle a pour objet de vérifier son droit à circuler sur le sol français. Le PV indique que la personne est dûment habilitée donc le PV fait foi jusqu'à preuve du contrôle.

- sur la contestation : Monsieur n'a jamais donné l'adresse à Triolet à Montpellier. Il indique qu'il vit chez sa soeur à Cologne. Le préfet a bien examiné la situation de Monsieur. Il l'a placé en rétention en l'absence de document d'identité en cours d'identité et en l'absence d'adresse fixe en France. Il était venu en France pour voir des amis.

M. [] **déclare** : effectivement j'étais sur Cologne mais quand j'ai parlé à Forum, elle m'a parlé d'assignation à résidence. Je suis en France depuis 14 jours chez des potes. Elle m'a demandé si j'avais un pote qui pouvait m'héberger dans l'attente du retour au Maroc.

La veille du 2 août je devais aller à Cologne par Blablacar. La personne a annulé la réservation. Je voulais aller sur Marseille pour voir mes potes et partir à Cologne. C'est là que je me suis fait arrêter. J'ai mon passeport en Allemagne. Je suis footballeur professionnel. J'avais une copie de mon passeport et mon permis marocain. Je m'en veux de ne pas avoir sur moi le passeport.

Je voulais charger mon téléphone, je voulais prendre un train pour Marseille, rejoindre des potes puis partir à Cologne.

Ça me dérange pas de retourner au Maroc sauf que le centre je ne peux pas. Je suis quelqu'un de sportif. Je fais du sport tous les jours. Je ne peux pas gâcher ma carrière.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur le moyen tiré du cadre procédural du contrôle :

Attendu que, suivant l'article 78-2 alinéa 9 du code de procédure pénale, dans une zone comprise entre la frontière terrestre de la France avec les États parties à la convention signée à Schengen le 19 juin 1990 et une ligne tracée à 20 kilomètres en deçà, ainsi que dans les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international et désignés par arrêté, pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière, l'identité de toute personne peut être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa, en vue de vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévus par la loi et que, pour son application, le contrôle des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévus par la loi ne peut être pratiqué que pour une durée n'excédant pas douze heures consécutives dans un même lieu et ne peut consister en un contrôle systématique des personnes présentes ou circulant dans les zones ou lieux mentionnés au même alinéa ;

Attendu par ailleurs que l'article L. 611-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'en dehors de tout contrôle d'identité, les personnes de nationalité étrangère, si des éléments objectifs déduits de circonstances extérieures sont de nature à faire apparaître leur qualité d'étrangers, doivent être en mesure de présenter les pièces ou documents sous le couvert desquels elles sont autorisées à circuler ou à séjourner en France à toute réquisition des officiers de police judiciaire et, sur l'ordre et sous la responsabilité de ceux-ci, des agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux articles 20 et 21 1° du code de procédure pénale ;

que l'alinéa 2 de cet article prévoit qu'à la suite d'un contrôle d'identité opéré en vertu des articles 78-1, 78-2 ou 78-2-1 du code de procédure pénale, les personnes de nationalité étrangère peuvent être également tenues de présenter leur titre de séjour ou de circulation ;

que dans ce cas, l'étranger ayant, lors du contrôle d'identité, décliné sa qualité d'étranger, il peut lui être demandé de présenter son titre, sans qu'il soit besoin de caractériser par des circonstances extérieures à sa personne son extranéité ;

Attendu enfin que l'article L. 611-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile permet le placement en retenue administrative aux fins de vérification de son droit de circulation ou de séjour sur le territoire français de tout étranger qui n'est pas, à l'occasion d'un contrôle effectué en application de l'article L. 611-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et des articles 78-1, 78-2, 78-2-1 et 78-2-2 du code de procédure pénale, en mesure de justifier de son droit de circuler ou de séjourner en France ;

Attendu qu'en l'espèce, le procès-verbal de la police aux Frontières de l'Hérault, brigade des chemins de fer antenne de Montpellier, en date du 02 août 2020 à 08 H 55, mentionne :

« -Vu le règlement n° 2016/399 du 09 mars 2016 abrogeant et remplaçant le règlement 562/2006 est ainsi publié au journal Officiel de l'Union européenne (JO-UE-L77 du 23 mars 2016) qu'il convient d'appliquer le nouveau code frontières SCHENGEN-

- Vu l'article 78-2 alinéa 9 du code de procédure pénale,
- Mettons en place à compter de huit heures jusqu'à neuf heures, en gare de Montpellier Saint Roch, un dispositif mobile de contrôle dans ce même lieu visant à s'assurer de manière non systématique et aléatoire auprès des personnes présentes ou circulant dans cette zone, du respect de leur obligation de détention, de port et de présentation des pièces et documents prévus par la loi.
- Dans le cadre de ce dispositif et une fois nos qualités déclinées, procédons au contrôle d'un individu dans la nef de la gare saint Roch, il est neuf heures.
- L'intéressé nous déclare, dans un français correct, ne pas être en mesure de présenter un document d'identité officiel l'autorisant à circuler et séjourner régulièrement en France.
- Il nous présente sur son téléphone portable une photo de la page d'identité d'un passeport marocain au nom de MALDOU Ahmed né le 18/09/1998 à Marrakech au MAROC.
- Etant dûment habilité, après consultation au Fichier des Personnes Recherchées et du Fichier

National des Etrangers, il appert que le nommé MALDOU Ahmed est inconnu au F.P.R et se trouve en liste vide auprès du F.N.E.

- Les déclarations de l'intéressé renseignant sur sa nationalité étrangère mais n'établissant pas leur droit de séjourner ou de circuler légalement sur le territoire.

- Vu l'article L. 611-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

- Nous trouvant dès lors en présence d'une personne ne pouvant pas justifier de sa présence ou de sa circulation régulière sur le territoire français.

- La situation administrative de cette personne pouvant entrer dans le cadre de l'article L. 611-1-1 du CESEDA, avisons téléphoniquement l'Officier de Police Judiciaire de permanence de la DIDPAF de Montpellier qui nous prescrit de lui présenter l'individu dans les meilleurs délais et la rédaction du présent procès-verbal » ;

Attendu qu'il ressort des mentions de ce procès-verbal que le contrôle d'identité n'avait pas pour but "la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière", condition de mise en œuvre des contrôles d'identité en vertu de l'article 78-2 al.9, mais uniquement la vérification de la détention par la personne d'un document l'autorisant à circuler et séjourner régulièrement en France ;

que cette vérification n'était possible que sur le fondement de l'alinéa 1 de l'article L. 611-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile le cas échéant, "si des éléments objectifs déduits de circonstances extérieures" avaient fait apparaître la qualité d'étranger de MALDOU Ahmed ;

que cependant, le procès-verbal ne mentionne pas quels critères préalables à cette vérification ont permis de considérer que cette personne était de nationalité étrangère ;

qu'en effet, ce n'est que dans le cadre du contrôle d'identité sur le fondement de l'article 78-2 que l'intéressé a déclaré être de nationalité marocaine ;

que le contrôle ayant précédé le placement en rétention est en conséquence dénué de fondement légal ;

qu'il convient par suite de rejeter la requête en prolongation de la rétention du préfet de l'Hérault, et ce, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de nullité soulevés ni sur la contestation de la décision de placement en rétention ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS recevable la requête de M. LE PREFET DE L'HERAULT ;

DÉCLARONS la procédure irrégulière ;

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de M. LE PREFET DE L'HERAULT ;

DISONS n'y avoir lieu à statuer sur la contestation de la décision de placement en rétention de M. MALDOU Ahmed, devenue sans objet ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que M. MALDOU Ahmed est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;


INFORMONS M. MALDOU Ahmed que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 04 août 2020 à 11 h 40

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 04 Août 2020 :

L'intéressé,



L'avocat du retenu,

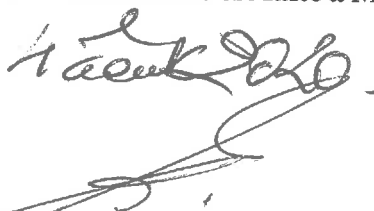
par courriel

Le représentant du préfet,

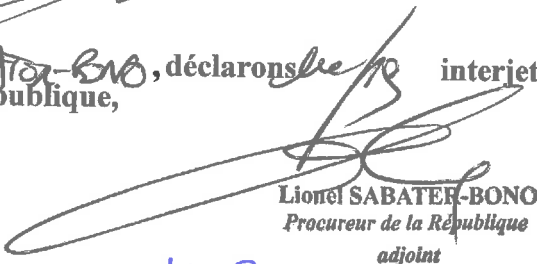
par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 04 Août 2020 à 11 h 46,

Le greffier,



Nous, ~~Lionel Sabater-Bono~~, déclarons que nous interjeter appel de la présente décision,
Le procureur de la République,

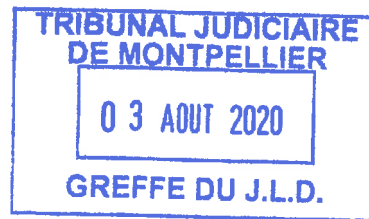


Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint

Constatons que le 04 Août 2020 à 11 h 50, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 avenue des Platanes
Future building 1
34970 LATTES



CONCLUSIONS DE NULLITES

POUR M. Ahmed MALDOU, né le 18/09/1998 à Marrakech de nationalité marocaine actuellement au CRA de SETE

CONTRE Préfet de L'HERAULT

In limine litis,

1 – Sur l'interpellation déloyale

L'interpellation fait suite à un contrôle déloyal en gare MTP.

L'article 78-2 al 4 ou 9 du CESEDA impose de préciser les conditions objectives du contrôle
« pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière, l'identité de toute personne peut également être contrôlée, selon les modalités prévues au premier alinéa ».

En vain !

EN violation de la jurisprudence constante JLD MTP 12/08/2019 n° RG19/1028

Dès lors l'interpellation est déloyale et illégale.

2 – Sur la prise irrégulière d'empreintes

En violation de l'article L 611-1-1 du CESEDA « Si l'étranger ne fournit pas d'éléments permettant d'apprécier son droit de circulation ou de séjour, les opérations de vérification peuvent donner lieu, après information du procureur de la République, à la prise d'empreintes digitales ou de photographies pour établir la situation de cette personne. »

M. avait communiqué la copie de son passeport. Ainsi il n'y avait pas lieu de procéder à la prise d'empreintes.

De plus il convient que l'agent soit habilité expressément (Articles L611-4 et R 611-12 CESEDA et 8 du décret n° 87-249 du 8 avril 1987 relatif au fichier automatisé des empreintes digitales géré par le ministère de l'intérieur). Or il ressort des pièces du dossier que le PV mentionne un agent assermenté sans permettre son identification. La mention est stéréotypée et irrégulière.

Conformément à la jurisprudence constante de CASS CIV 17/10/2018 N°17-16852

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation du Préfet de l'Hérault
Ordonner la remise en liberté de M. Ahmed MALDOU

Fait à Montpellier le 03/08/2020
Adeline BALESTIE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line.